

Court File Number

(Name of court)

Form 34G.1: Affidavit of Society Employee for Adoption of a Crown Ward, sworn/affirmed

at Court office address

Applicant(s) (The first letter of the applicant's surname may be used)

Table with 2 columns: Applicant information and Lawyer's name & address.

Respondent(s) (If there is a respondent, the first letter of the respondent's surname may be used)

Table with 2 columns: Respondent information and Lawyer's name & address.

My name is (full legal name)

I live in (municipality & province)

and I swear/affirm that the following is true:

1. The name of the child being placed for adoption is: (Give full legal name, date of birth, sex and birth registration number if known of person to be adopted. You may use an initial for the surname.)

Fields for Full legal name, Date of birth, Sex, Birth registration number

2. I am an employee of (full legal name of children's aid society) authorized to place the child for adoption.

3. The child was made a Crown Ward by order of Justice (name of judge) on (date). A copy of the Crown Wardship order and proof of service of the order are attached to this affidavit.

4. I have made reasonable inquiries about the existence of any outstanding orders of access to the child. To the best of my knowledge, [ ] there is no outstanding order. [ ] A copy of the order ending access to the child made under s. 58 of the Child and Family Services Act made by Justice (name of judge) on (date of order) and proof of service of the order are attached to this affidavit.

N° de dossier du greffe
-------------------------

.....  
(Nom du tribunal)

situé(e) au .....  
Adresse du greffe

**Formule 34G.1 : Affidavit de l'employé de la société pour l'adoption d'un ou d'une pupille de la Couronne, fait sous serment/affirmé solennellement**

**Requérant(e)(s)** (Il est possible d'utiliser la première lettre du nom de famille du requérant ou de la requérante)

Nom et prénoms officiels et adresse aux fins de signification – numéro et rue, municipalité, code postal, numéros de téléphone et de télécopieur et adresse courriel (le cas échéant).

Nom et adresse de l'avocat(e) – numéro et rue, municipalité, code postal, numéros de téléphone et de télécopieur et adresse courriel (le cas échéant).

**Intimé(e)(s)** (S'il y a une intimée ou un intimé, il est possible d'utiliser la première lettre de son nom de famille)

Nom et prénoms officiels et adresse aux fins de signification – numéro et rue, municipalité, code postal, numéros de téléphone et de télécopieur et adresse courriel (le cas échéant).

Nom et adresse de l'avocat(e) – numéro et rue, municipalité, code postal, numéros de téléphone et de télécopieur et adresse courriel (le cas échéant).

**Je m'appelle** (nom et prénoms officiels) .....

**J'habite à** (municipalité et province) .....

**et je déclare sous serment ou j'affirme solennellement que les renseignements suivants sont véridiques :**

1. Le nom de l'enfant placé en adoption est : (Inscrivez le nom et prénoms officiels, la date de naissance, le sexe et le numéro d'enregistrement de naissance, si celui-ci est connu, de la personne qui sera adoptée. Vous pouvez inscrire uniquement la première lettre pour le nom de famille.)

..... Nom et prénoms officiels	..... Date de naissance	..... Sexe	..... Numéro d'enregistrement de naissance
-----------------------------------	----------------------------	---------------	---

2. Je suis une ou un employé(e) de (nom officiel de la société d'aide à l'enfance) .....  
autorisé(e) à placer l'enfant en adoption.

3. L'enfant a été mis sous tutelle de la Couronne par le juge (nom du juge) .....  
le (date) ..... . Une copie de l'ordonnance de tutelle par la Couronne et une preuve de signification de cette ordonnance sont jointes au présent affidavit.

4. J'ai effectué des recherches raisonnables en ce qui concerne l'existence d'ordonnances de visite à l'enfant toujours en vigueur. À ma connaissance,

Il n'existe aucune ordonnance de visite.

Une copie de l'ordonnance révoquant le droit de visite rendue en vertu de l'article 58 de la Loi sur les services à l'enfance et à la famille par le juge (nom du juge) ..... le (date) .....  
..... et la preuve de signification de cette ordonnance sont jointes au présent affidavit.

Court File Number

A copy of the order for access to the child made under s. 58 of the Child and Family Services Act made by Justice (name of judge) on (date of order) is attached to this affidavit.

On (date), (name of children's aid society) gave notice to (name(s) of person(s) entitled to notice) that the child would be placed for adoption as described in the affidavit(s) of service of (name(s) of person(s) who served notice) sworn/affirmed on (date(s) affidavit(s) of service sworn or affirmed)

This service was in accordance with the requirements in s. 145.1.1 (4) of the Child and Family Services Act.

This service was in accordance with the order of Justice (name of judge) pursuant to s. 145.1.1(5) of the Child and Family Services Act.

Justice (name of judge) made an order on (date of order) dispensing with service of notice on (name(s) of person(s) entitled to access to or contact with the child who was(were) not served) pursuant to s. 145.1.1 (6) of the Child and Family Services Act.

No application for an openness order was filed with respect to this child and the access order of Justice (name of judge), dated (date of order), was terminated upon the placement of the child for adoption on (date child placed for adoption).

An openness application was filed by (name of person(s) seeking an openness order) and the following order was made: (Give the name of the court, date of order, name of judge, court file number, full legal name(s) of the person(s) permitted to communicate or have a relationship with the child under the order and details of the order.)

An openness application was filed by (name of person(s) seeking an openness order) and has not yet been concluded.

The status of that application is as follows: (Provide details of the order requested, position of other parties and any court dates that have been scheduled.)

N° de dossier du greffe

Une copie de l'ordonnance de visite à l'enfant rendue en vertu de l'article 58 de la Loi sur les services à l'enfance et à la famille par le juge (nom du juge) le (date de l'ordonnance) est jointe au présent affidavit.

Le (date), (nom de la société d'aide à l'enfance) a avisé (noms des personnes ayant droit de recevoir un avis) que l'enfant serait placé en adoption selon les modalités du ou des affidavits de signification de (nom de la ou des personnes qui ont envoyé l'avis) faits sous serment ou affirmés solennellement le (date du ou des affidavits de signification).

Cette signification est conforme aux exigences du paragraphe 145.1.1(4) de la Loi sur les services à l'enfance et à la famille.

Cette signification est conforme à l'ordonnance du juge (nom du juge) rendue en vertu du paragraphe 145.1.1(5) de la Loi sur les services à l'enfance et à la famille.

Le juge (nom du juge) a rendu une ordonnance le (date de l'ordonnance) accordant une dispense de signification de l'avis à (nom de la ou des personnes ayant droit de visite ou de contact avec l'enfant qui n'ont pas été avisées) en vertu du paragraphe 145.1.1(6) de la Loi sur les services à l'enfance et à la famille.

Aucune ordonnance de communication n'a été déposée pour cet enfant, et l'ordonnance de visite rendue par le juge (nom du juge), datée du (date de l'ordonnance), a été révoquée par le placement de l'enfant en adoption le (date du placement de l'enfant en adoption).

Une ordonnance de communication a été déposée par (nom du ou des demandeurs) et l'ordonnance suivante a été rendue : (Inscrivez le nom de la cour, la date de l'ordonnance, le nom du juge, le numéro de greffe, le nom et prénoms officiels des personnes ayant la permission de communiquer avec l'enfant ou d'entretenir une relation avec lui selon l'ordonnance et ses modalités.)

Une ordonnance de communication a été déposée par (nom du ou des demandeurs) et la décision n'a pas encore été rendue.

Voici le statut de la demande : (Fournissez des détails sur l'ordonnance demandée, la position des autres parties et toutes les dates d'audience prévues.)

Court File Number

- 5. I have made reasonable inquiries about the existence of any outstanding appeals of orders relating to the child. To the best of my knowledge,
- There is no appeal in progress of the order(s) for Crown Wardship or ending access to the child.
- The appeal period for the order(s) for Crown Wardship and ending access to the child have expired without an appeal being filed.
- An appeal of the order for Crown Wardship was filed on (date) and was withdrawn on (date).
- An appeal of the order for Crown Wardship was filed and dismissed by (name of judge or registrar of the Court of Appeal) on (date of order).
- An appeal of the order ending access was filed on (date) and was withdrawn on (date).
- An appeal of the order ending access was filed and dismissed by (name of judge or registrar of the Court of Appeal) on (date of order).

Sworn/Affirmed before me at municipality
in province, state or country
on date
Commissioner for taking affidavits
(Type or print name below if signature is illegible.)

Signature
(This form is to be signed in front of a lawyer, justice of the peace, notary public or commissioner for taking affidavits.)

5.  J'ai effectué des recherches raisonnables pour vérifier l'existence d'un appel de décision en instance concernant l'enfant. À ma connaissance,
- Il n'y a aucun appel en instance visant à révoquer la ou les ordonnances de tutelle de la Couronne ou le droit de visite à l'enfant.
  - Aucun appel n'a été déposé pendant la période réservée à cette fin concernant les ordonnances de tutelle de la Couronne et la révocation de droit de visite à l'enfant.
  - Un appel de l'ordonnance de tutelle de la Couronne a été déposé le (date) ..... et a été retiré le (date) .....
  - Un appel de l'ordonnance de tutelle de la Couronne a été déposé puis rejeté par (nom du juge ou du greffier de la Cour d'appel) ..... le (date de l'ordonnance) .....
  - Un appel de l'ordonnance révoquant le droit de visite a été déposé le (date) ..... et a été retiré le (date) .....
  - Un appel de l'ordonnance révoquant le droit de visite a été déposé puis rejeté par (nom du juge ou du greffier de la Cour d'appel) ..... le (date de l'ordonnance) .....

Déclaré sous serment/Affirmé solennellement devant moi à .....  
*municipalité*

en/à/au .....  
*province, État ou pays*

le .....  
*date*

.....  
*Commissaire aux affidavits*  
*(Dactylographiez le nom ou écrivez-le en caractères d'imprimerie ci-dessous si la signature est illisible.)*

.....  
*Signature*  
*(La présente formule doit être signée en présence d'un avocat, d'un juge de paix, d'un notaire ou d'un commissaire aux affidavits.)*